

ASS/GF/II/MG

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 23 SEPTEMBRE 2025



**OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 JUIN 2025**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 22	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 17 septembre 2025
---	--	---------------------------	---

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES, Mme Bérengère LECEA, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PENAVALAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ, M. Denis PROVENT

Étaient absents :

Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Ginette FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marion FORATO

Avaient donné procuration :

Mme Sylvie DANRÉ donne procuration à Mme Mireille SANTINI, M. Jean-Claude LAVAUD donne procuration à Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET donne procuration à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL donne procuration à M. Gérard FORCADA, M. Didier JULIAN donne procuration à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN donne procuration à Mme Christine BÉNET, Mme Ginette FERRET – BARRAU donne procuration à Mme Valérie FERRET, Mme Béatrice ARNAUD donne procuration à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO donne procuration à M. Rémi PENAVALAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alain-Marc GARCIA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-neuf juin à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVES, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Didier JULIAN, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

M. Thierry CAUMEIL à partir de 18h13, et M. Rémi PÉNAVAIRE à partir de 18h45

Étaient absents :

M. William COMBES, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Laurent ROUGÉ, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Michel MASUYER, M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Virginie JULIAN à Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Rémi PÉNAVAIRE à Mme Béatrice ARNAUD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON et Mme Marion FORATO à M. Bernard FUMET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 22 mai 2025
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

Urbanisme

3. Fixation de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure pour l'année 2026

Gestion du domaine communal

4. Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Lo Vi Nouvel »
5. Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Vidal »

Économie et commerce de proximité

6. Aide à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Gestion des ressources humaines

7. Recrutement d'un doctorant dans le cadre d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE)
8. Création de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2025 – Annexe
9. Fixation des taux de promotion de 2025 relatifs aux avancements de grade

Finances

10. Décision modificative n° 1 – Budget principal 2025
11. Programme spécial voirie 2025
12. Subventions annuelles aux associations 2025
13. Tarification de la taxe de séjour pour l'année 2026 – Maintien du tarif appliqué depuis le 1^{er} janvier 2024
14. Convention d'objectifs avec l'UFL – Annexe

Prévention et sécurité publique

15. Convention de coordination entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État – Annexe

Gestion des services publics

16. Rapport sur les travaux de la commission consultative des services publics locaux 2024

Santé, sécurité et conditions de travail

17. Promotion interne d'un fonctionnaire en situation de handicap

Urbanisme et aménagement

18. Avis consultatif sur la création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 MAI 2025

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2025-19	16/05/2025	Accord-cadre à bons de commande avec montant maximum pour la fourniture de produits d'entretien pour les bâtiments municipaux et la piscine de Lézignan-Corbières, attribué aux entreprises TORT HYGIENE et NICOLAS ENTRETIEN, retenues pour le lot 1 et l'entreprise SOMAIR GERVAT retenue pour le lot 2. L'ensemble des marchés représente un montant total maximum de 165 000,00 € HT pour une durée d'un an reconductible 2 fois, et d'une durée maximale de 36 mois à compter de la date de notification.
2025-20	16/05/2025	Accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition et la pose de parasols éclairés de grandes dimensions avec la société OMBRE ET TERRASSE, située 10 Bis Chemin des bastards-31830 PLAISANCE-DU-TOUCH. Marché d'un montant maximum de 130 000,00 € HT pour sa durée totale, à compter de la date de notification jusqu'au 30 juin 2026.

2025-21	19/05/2025	<p>Passation de trois marchés publics :</p> <p>Marché n° 2025008 – Gestion technique de la piscine municipale pour la saison 2025 avec l'entreprise DALKIA, située 55 rue Euclide 34000 MONTPELLIER, pour un montant de 18 666,00 HT d'une durée de 5 mois ;</p> <p>Marché n° 2025009 – Contrôle cuves aérodrome avec l'entreprise EURO-STATION, située 54 rue de la pique d'estats 31 600 MURET, pour un montant de 9 317,00 € HT et d'une durée de 3 jours ;</p> <p>Marché n° 2025010 – Fourniture, livraison et pose de mobilier de bureau avec l'entreprise BUROSPACE, située 229 rue Alphonse Beau de Rochas 34500 BEZIERS, pour un montant de 1 336,70 € HT et d'une durée de 4 semaines.</p>
2025-22	19/05/2025	<p>Passation d'un marché avec l'entreprise AGYSOFT, située Parc Euro médecine II, 560 rue Louis Pasteur – 34 790 GRABELS, afin de permettre à la commune d'utiliser le Progiciel MARCO, solution de digitalisation du cycle complet des marchés publics, pour un montant de 10 152,00 € HT pour une durée de 24 mois à compter du 14 juin 2025.</p>
2025-23	21/05/2025	<p>Régularisation de la formalisation de la passation du marché pour la démolition de l'immeuble situé 9 et 11 rue Arago à Lézignan-Corbières. Marché notifié le 18 juin 2024, pour un montant de 137 000 € HT (164 000 € TTC)</p>
2025-24	27/05/2025	<p>Prolongation de la mise à disposition du logement social situé 6 rue du château à Lézignan-Corbières au bénéfice de M, S.N. pour une durée de 3 mois, soit du 1^{er} juin au 31 août 2025, à titre gracieux.</p>
2025-25	02/06/2025	<p>Convention de mise à disposition d'un logement meublé appartenant au domaine privé communale à titre précaire et gracieux, pour l'hébergement des 3 maîtres-nageurs employés par la commune entre le 27 mai et le 30 septembre 2025. Le logement est situé 6-8 rue Lavoisier à Lézignan-Corbières.</p>
2025-26	04/06/2025	<p>Convention de mise à disposition de la piscine municipale à titre gratuite au bénéfice des usagers du camping "La Pinède" de Lézignan-Corbières, du début du mois de juin à la fin du mois de septembre de chaque année, pour une durée de trois ans.</p>

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : URBANISME

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : FIXATION DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE POUR L'ANNÉE 2026

Vu l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de Modernisation de l'économie ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2333-6 à L.2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 ;

Vu les articles L. 454-60 à L. 454-62 du Code des impositions sur les biens et les services ;

Vu le Décret n° 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 30 juin 2010 fixant les modalités de la fixation de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-063 du 28 mai 2025 portant fixation de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure pour 2025 ;

Vu l'actualisation des tarifs maximaux applicables en 2026 ;

La Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique sans exception à tous les supports publicitaires fixes exploités et visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, situés sur l'ensemble du territoire de la commune. On distingue trois catégories de supports : les dispositifs publicitaires, les préenseignes et les enseignes. À ce titre l'assemblée délibérante lors de sa séance du 30 juin 2010 a instauré la TLPE sur le territoire communal.

Les tarifs de droit commun sont les tarifs maximaux figurant aux articles L.454-60 à L.454-62 du Code des impositions sur les biens et services. Ces tarifs varient selon la nature du support et la taille de la collectivité.

Par ailleurs, ces tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.454-58 du même code), sauf délibération contraire de la commune.

Le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE pour 2026 s'élèvera ainsi à + 1,8 % (source INSEE). Le tarif maximal de référence pour la détermination des différents tarifs fixés aux articles L.454-60 à L.454-62 du CIBS s'élèvera en 2026 à 18,90 €/m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'augmenter les tarifs maximaux selon ce taux d'indice des prix à la consommation à compter du 1er janvier 2026 et selon les données détaillées ci-dessous :

Enseignes	Dispositifs publicitaires préenseignes (supports numériques)	et non	Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)

superficie inférieure ou égale à 7 m ²	superficie supérieure à 7 m ² et inférieure ou égale à 12 m ²	superficie supérieure à 12 m ² et inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²
Exonération	18,90 €/m ²	37,70 €/m ²	75,60 €/m ²	18,90 €/m ²	37,80 €/m ²	56,70 €/m ²	113,30 €/m ²

Il est demandé au Conseil municipal :

1/De maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7 m²

2/De fixer le tarif de référence à 18,90 euros/m² et les tarifs tels que détaillés ci-dessus

3/D'indexer automatiquement les tarifs de la TLPE dans une proportion égale aux taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant dernière année

4/D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe

5/De charger le M. Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : INTÉGRATION DES VOIES, RÉSEAUX ET ESPACES LIBRES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU LOTISSEMENT « LO VI NOUVEL »

Vu l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2024-112 en date du 22 octobre 2024 relative à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Lo Vi Nouvel » ;

Vu l'arrêté du maire n° 2024-851 en date 04 novembre 2024 prescrivant l'enquête publique ;

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur ;

Le 22 octobre 2024, le Conseil municipal a approuvé le recours de transfert d'office des voies, espaces libres, bassin de rétention, espaces verts et réseaux du lotissement « Lo Vi Nouvel » dans le domaine public communal. La parcelle concernée est actuellement cadastrée section VB numéro 41. Cette intégration avait été demandée par la société Marcou Habitat, lotisseur.

La parcelle concernée a vocation à être utilisée par tous les usagers au-delà des riverains et aucune opposition de la part des colotis du lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique. Un coloti a simplement mentionné la nécessité d'entretenir le ruisseau qui sépare le lotissement de la parcelle cadastrée section VB numéro 30 au risque de débordement en cas de fortes pluies.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « Lo Vi Nouvel ».

2/De prononcer le transfert et le classement dans le domaine public des parcelles concernées sans indemnité.

3/D'autoriser Monsieur le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : INTÉGRATION DES VOIES, RÉSEAUX ET ESPACES LIBRES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU LOTISSEMENT « VIDAL »

Vu l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2024-113 en date du 22 octobre 2024 relative à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « Vidal » ;

Vu l'arrêté du maire n° 2024-851 en date 04 novembre 2024 prescrivant l'enquête publique ;

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur ;

Le 22 octobre 2024, le Conseil municipal a approuvé le recours de transfert d'office des voies, espaces libres, bassin de rétention, espaces verts et réseaux du lotissement « Vidal » dans le domaine public communal. Les parcelles concernées sont actuellement cadastrées section AR numéros 191 à 194. Cette intégration avait été demandée par Monsieur Jean-Jacques SALLES, lotisseur.

Les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers au-delà des riverains et aucune opposition de la part des colotis du lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « Vidal ».

2/De prononcer le transfert et le classement dans le domaine public des parcelles concernées sans indemnité.

3/D'autoriser Monsieur le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Vu les articles L. 1511-1 à L. 1511-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil municipal n° 2018-31 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021 ;

Par les délibérations n° 2018-31 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide prend la forme d'une subvention individuelle attribuée au représentant légal de l'entreprise, d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 4 juin 2025 a examiné les dossiers suivants relativement au versement de la seconde partie de la subvention et a émis un avis favorable au versement des 1 500 euros restants :

- Tabac-journaux « Les Gambé » implanté cours de la République, géré par Mme Lucie GAMBERONI.
- Restaurant « MVIE » implanté 4, place Allende, géré par Mme Véronique CHANEY.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/D'approuver les propositions de la commission municipale telles que détaillées ci-dessus

2/De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2025 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422 du Budget principal 2025

3/D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : RECRUTEMENT D'UN DOCTORANT DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du travail et notamment les articles L. 1242-3-3, L. 1242-12 à L. 1242-16, L. 1243-1, L. 1243-2 et D. 1242-3 et D. 1242-6 ;

Vu l'article L. 412-3 du Code de la recherche ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, modifié par l'arrêté du 26 août 2022 ;

Le dispositif « CIFRE » (Convention Industrielle de Formation par la Recherche), créé et financé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, a pour objet de favoriser les échanges entre les laboratoires de recherche publics et les milieux socio-économiques et de contribuer à l'emploi des docteurs dans les entreprises et les administrations publiques.

Il a pour objectif de placer les étudiants doctorants, diplômé du grade master, dans des conditions d'emploi et de concourir au développement de collaboration et de recherche entre les entreprises ou collectivités territoriales et les établissements d'enseignement et les laboratoires. La convention est ainsi destinée à des chercheurs en début de carrière qui s'engagent à préparer et soutenir une thèse en vue d'obtenir un doctorat.

Le CIFRE associe trois partenaires : l'étudiant en doctorat titulaire d'un master, le laboratoire qui assure l'encadrement du doctorant, et la commune qui confie à un doctorant un travail de recherche objet de sa thèse.

La collectivité territoriale recrute le doctorant sous la forme d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, (articles D.1242-3 et D.1242.6 du code du travail). Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail. Un contrat de collaboration est établi entre l'employeur et le laboratoire de rattachement du doctorant, spécifiant les conditions de déroulement des recherches et les clauses de propriété des résultats obtenus.

Le doctorant doit percevoir un salaire brut minimum annuel de 26 400 euros, hors cotisations patronales et en compensation, la collectivité reçoit pendant 3 ans de l'Association nationale de recherche et de la technologie (ANRT), au nom de l'Etat, une subvention de 14 000 euros. Dans ce cadre, une convention est signée pour une période de 3 ans entre la collectivité territoriale et l'ANRT. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'autoriser M. le Maire à signer la convention CIFRE avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie et à signer le contrat de collaboration de recherche avec le laboratoire associé, chargé de la recherche effectuée par le doctorant.

2/D'autoriser M. le Maire à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans, conclu avec le doctorant.

3/D'autoriser la perception par la commune de la subvention annuelle de 14 000 euros correspondant à la part de l'ANRT.

4/D'autoriser l'inscription au budget des crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION DE POSTES DANS LE CADRE DES AVANCEMENTS DE GRADE POUR L'ANNÉE 2025 – ANNEXE

Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le tableau des effectifs existant,
Vu les crédits inscrits au budget,

Conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal, de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2025.

L'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi. Il permet d'accéder à un niveau de fonction et d'emplois plus élevés. L'autorité territoriale recense grade par grade l'ensemble des agents remplissant les conditions pour avancer au grade supérieur.

Il est proposé au conseil municipal de créer les postes correspondants à ces avancements et ne figurant pas à ce jour au tableau des effectifs :

- Création d'un poste de Brigadier-Chef-principal à temps complet
- Création de 2 postes de Rédacteur principal de 2e classe à temps complet

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la proposition de création d'un poste de Brigadier-Chef-principal à temps complet et celle de deux postes de Rédacteur principal de 2e classe à temps complet.

2/D'approuver la modification du tableau des emplois annexé à la présente.

3/D'inscrire au budget les crédits correspondants à cette modification.

4/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : FIXATION DES TAUX DE PROMOTION 2025 RELATIFS AUX AVANCEMENTS DE GRADE

Vu le Code général de la fonction publique,
Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique territoriale ;
Vu les décrets portant statut particulier des cadres d'emplois territoriaux ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial ;

Vu le tableau des effectifs de la commune ;

En raison de la nécessité de fixer le ratio d'avancement de grade des agents pouvant être promus, qui remplissent les conditions statutaires ;

En application de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer le taux de promotion pour chaque grade d'avancement. Ce taux doit être compris entre 0 et 100.

CADRE D'EMPLOIS	CATEGORIES	GRADES D'AVANCEMENT	Taux
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	Attaché hors classe	0 %
Rédacteur	B	Rédacteur Principal 1 ^{ère} classe	100 %
	B	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	100 %
Adjoint administratif	C	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	33 %
TECHNIQUE			
Technicien	B	Technicien principal 1 ^{ère} classe	100 %
Agents de maîtrise	C	Agent de maîtrise principal	33 %
Adjoint technique	C	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	40 %
	C	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	33 %
SOCIALE			
Agents sociaux	C	Agent social principal 1 ^{er} classe	50 %
	C	Agent social principal 2 ^{ème} classe	100 %
POLICE MUNICIPALE			
Agent de police municipale	C	Brigadier-Chef principal	33 %

Il est demandé au Conseil Municipal :

1/D'approuver la fixation des taux de promotion applicables à l'effectif des fonctionnaires des cadres d'emplois remplissant les conditions d'avancement de grade.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de La présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL 2025

Vu l'instruction comptable M57,

Vu le CGCT et notamment son article L2313-1,

Vu la délibération n° 2025-051 du 15/04/2025 approuvant le budget PRINCIPAL et les BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE et ASSAINISSEMENT de l'exercice comptable 2025.

La décision modificative n° 1 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à **2545 651,21 €** :

BUDGET PRINCIPAL	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	65 398,00	65 398,00
INVESTISSEMENT	2 480 253,21	2 480 253,21
TOTAL	2 545 651,21	2 545 651,21

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	814 157,00	65 398,00
INVESTISSEMENT	2 480 253,21	3 229 012,21
TOTAL	3 294 410,21	3 294 410,21

Dont d'ordre écritures	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	- 748 759,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	- 748 759,00
TOTAL	- 748 759,00	- 748 759,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **2 545 651,21 euros**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 12 025.

Afin de répondre aux impératifs budgétaires nécessitant des ouvertures et des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget PRINCIPAL pour l'exercice 2025 s'établissant globalement à **2 545 651,21 €**.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : PROGRAMME SPECIAL VOIRIE 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles L.2121-19, L.2122-22 et suivants ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment l'article L.2312-1 ;

Vu les orientations budgétaires de la commune pour l'exercice 2025 ;

Sur la base d'un diagnostic général de l'état des voiries de la commune, conduit au printemps 2024 avec l'aide du bureau d'études LOGIROAD, spécialiste de l'analyse des réseaux routiers, un classement technique des voies de circulation a été réalisé par les services communaux afin de mieux cerner les besoins de travaux sur le patrimoine routier.

Ce travail indispensable a permis de définir une feuille de route pour organiser et planifier les interventions à prévoir en matière de travaux et d'investissement dans ce domaine, en prenant en compte les enjeux cruciaux d'accessibilité, de sécurité routière et d'un développement territorial équilibré et harmonieux.

Dans un contexte économique local marqué par des défis importants pour nos entreprises, et compte tenu de la volonté affichée par la commune de soutenir aussi activement que possible le tissu économique local, les représentants de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics ont souhaité, à l'occasion d'une rencontre qu'ils avaient sollicitée avec les élus, sensibiliser tout particulièrement sur la période de difficultés conjoncturelles qu'ils traversent actuellement.

A l'issue des échanges intervenus, l'importance de l'impact structurant et déterminant de la commande publique communale sur le maintien de l'activité et la sauvegarde de l'emploi local, pilier de notre dynamisme économique, a été clairement mis en avant confortant ainsi les choix engagés par la ville depuis plusieurs exercices.

Cet engagement fort, appuyé par une vision stratégique demeurant fidèle aux principes d'une gestion rigoureuse des deniers publics et de soutien à l'économie locale, a permis d'œuvrer pour faire de notre collectivité un véritable moteur de l'activité territoriale. Cet engagement est pleinement en phase avec les débats éclairés menés par Monsieur Éric MENASSI, Président lors de l'assemblée générale de l'Association des Maires de l'Aude (AMA), qui a exhorté les maires audois à intensifier leurs investissements. Le Président MENASSI a souligné, à juste titre, que les collectivités sont et doivent rester le moteur essentiel de l'activité économique locale, un principe que Monsieur le Maire a fait sien et qu'il entend concrétiser par une initiative ambitieuse.

Après avoir fait le point avec nos différents partenaires financiers mais aussi avec les conseils spécialisés qui nous assistent dans le suivi de notre dette et de notre gestion financière, il apparaît possible d'engager un programme supplémentaire d'investissements sur la voirie pour 2025.

A hauteur de 2 000 000 euros, il est destiné à la réhabilitation d'envergure, à l'entretien renforcé et à l'aménagement ponctuel et/ou structurel de nos voiries communales, chemins ruraux, accotements et dépendances. Ce programme s'inscrit dans une démarche d'amélioration de notre patrimoine mais apparaît aussi comme un acte de soutien fort à l'économie locale, et plus particulièrement au secteur vital du BTP. Il vise à favoriser de manière significative le maintien et la création d'emplois sur le territoire de la commune.

Par cette délibération, la municipalité pourra établir les priorités techniques et géographiques de ce programme d'investissement. Elle assurera le lancement des consultations, la conclusion des marchés publics et des avenants requis pour garantir une mise en œuvre efficace. Par ailleurs, elle entreprendra les démarches nécessaires à l'obtention de subventions et de financements extérieurs afin d'accroître les retombées positives sur la commune.

Les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme d'investissement majeur seront inscrits au budget 2025 dans le cadre d'une décision modificative. Consciente de l'importance stratégique de cette initiative, la commune pourra reconduire ce programme sous plusieurs exercices en fonction des moyens financiers mobilisables, confirmant ainsi sa volonté de s'engager sur le long terme pour le développement local et le soutien à l'emploi.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la création d'un programme spécial voirie 2025 tel que détaillé ci-dessus

2/D'inscrire au budget les sommes relatives à l'organisation de ce projet

3/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures utiles pour assurer le financement de cette opération y compris la mise en œuvre d'un emprunt et la sollicitations des éventuelles subventions mobilisables

4/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les marchés, conventions d'honoraires, lettres de commande et avenants éventuels et à en assurer l'exécution.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

POLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS 2025

Vu l'article L.1611-4 du CGCT ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération 2025-051 du 15/04/2025 portant vote du Budget principal et des Budgets annexes Eau Potable et Assainissement pour l'exercice 2025 :

Dans le souci de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative, il convient de souligner que les associations listées ci-dessous participent activement au développement d'actions d'intérêt local et que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Le Conseil Municipal lors de sa séance du 4 avril 2025 a voté le versement d'acomptes à certaines associations sur les subventions de fonctionnement 2025 dans l'attente du vote du budget afin de leur éviter des difficultés de trésorerie.

Il est à noter que le versement de la subvention interviendra uniquement si le dossier est réputé complet.

Il est proposé au conseil municipal de verser aux associations les subventions annuelles comme suit :

SUBVENTIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT - ACOMPTES INCLUS

ASSOCIATIONS 2025

ACCA CHASSE	1 500
AMI ETABLISSEMENT	70 000
AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE	500
AMICALE DES ANCIENS DU FCL XIII	1 000
AMICALE DES DONNEURS DE SANG	500
ANMONM	300
ASSO DES DEFICIENTS VISUELS	200
ASSO USEP ECOLE FREDERIC MISTRAL	4 000
ASSO.PETITS MUSCLES F.DOLTO	1 200
BALL TRAP	500
BTP CFA LANGUEDOC ROUSSILLON ASS	525
CINEM AUDE 2000 - VAP (acompte versé Délibération 2025-40 du 04/04/2025)	5 000
CINEM AUDE 2000 - VAP	10 000
CLUB DE LOISIRS DU MOULIN	800
CLUB DU PALACE	500
CLUB LES JONQUILLES	1 000

COMITE ANCIENS COMBATTANTS ET VI	600
COOP SCOLAIRE EC. MARIE CURIE	2 500
COOPERATIVE SCOLAIRE DAUDET	1 250
CORBIERES RACING TEAM	5 000
CROIX ROUGE FRANCAISE LEZIGNAN	800
ENTENTE BOULISTE	800
ESPACE CHOREGRAPHIQUE LEZIGNAN D	900
ESPACE GIBERT ASSOCIATION	41 000
FCL XIII JEUNES	10 000
FOOTBALL CLUB LEZIGNANAIS (acompte versé Délibération 2025-39 du 04/04/2025)	50 000
FOOTBALL CLUB LEZIGNANAIS	100 000
INITIATIVE SOLIDAIRE INSERTION S	500
INTERNATIONAL INNER WHEEL CLUB	300
JARDINAUDE ASSOCIATION CLUB LEZI	300
L'ATELIER DANSE ET GYM	900
LES MEUNIERES SUPPORTERS FCL	500
LEZIG'EN FETES	1 200
LEZI BASKET	1 500
LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER	700

LIONS CLUB DE LEZIGNAN	500
LOCO ASSOCIATION	300
L'OUTIL EN MAIN FRANCE	500
MJC LEZIGNAN (acompte versé Délibération 2025-39 du 04/04/2025)	30 000
MJC LEZIGNAN	95 000
MP2 ENVIRONNEMENT	5 000
PATRIOTE SGTL	3 500
PETANQUE CLUB LEZIGNAN-CRES	1 000
PLAISIR DE PEINDRE ASSOCIATION	300
PREVENTION ROUTIERE COMITE DEP	300
PROMAUDE (acompte versé Délibération 2025-39 du 04/04/2025)	10 000
PROMAUDE	12 000
SECOURS CATHOLIQUE	800
SNEMM	200
TAEKWONDO MAIN HO ASSOCIATION	1 000
TENNIS CLUB LEZIGNAN	6 000
UCIAL	15 000
UNION FOOTBALLISTIQUE LEZIGNANAIS	23 000
VELO CLUB RANDONNEURS LEZIGNAN	750

XIII GIPSY RUGBY LEAGUE	3 000
-------------------------	-------

TOTAL

524 425 euros

Il est nécessaire de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la Municipalité à la vie associative. Les associations concernées devront déposer un dossier de demande de subvention complet et contribuer activement au développement d'actions d'intérêt local. Les crédits requis sont inscrits au budget de l'exercice en cours. Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

1/D'approuver le versement aux associations des subventions annuelles pour l'exercice 2025 pour un montant total de 524 425 € comme détaillé ci-dessus, sous réserve de la réception des dossiers de demande de subvention complets.

2/D'inscrire les crédits au budget 2025 à l'imputation comptable 65748

3/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 13

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : TARIFICATION DE LA TAXE DE SÉJOUR POUR L'ANNÉE 2026 – MAINTIEN DU TARIF APPLIQUÉ DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2024

Vu l'article L. 4332-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2333-26 à L.2333-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 5211-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.3333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L. 324-1-1 du Code du tourisme ;

Vu la délibération du 22 juin 2018 du Conseil départemental de l'Aude instituant une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue par les communes ;

Vu la délibération n° 2023-85 du 27 juin 2023 portant actualisation de la taxe de séjour pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° DE 2024-124 de la CCRLCM du 19 juin 2024 portant modification des barèmes de la taxe de séjour au 1^{er} janvier 2025 ;

La délibération n° 2023-85 du 27 juin 2023 a procédé à l'actualisation de la taxe de séjour pour l'année 2024.

L'article L. 2330-30 du CGCT prévoit qu'à compter de la deuxième année d'application de la taxe de séjour, les tarifs sont revalorisés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de

l'indice des prix à la consommation, hors tabac, de l'avant dernière année. Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation en France est de + 1,8 % pour 2025 (Source INSEE).

Cependant, afin de ne pas faire peser cette augmentation des prix sur les personnes venant séjourner dans les établissements de la commune, et pour harmoniser les tarifs avec la logique mise en œuvre par la CCRLCM qui sera à terme bénéficiaire de cette taxe au titre de la compétence tourisme (création future d'un EPIC), il a été décidé par l'équipe municipale de modifier les tarifs de la taxe de séjour, en les révisant à la baisse.

Par ailleurs, la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 instaure une taxe additionnelle régionale de 34 % à la taxe de séjour perçue par les communes du département de l'Aude. Cette taxe de séjour communale étant déjà augmentée depuis le 1^{er} janvier 2019 de 10 % par la taxe additionnelle décidée par le Conseil départemental de l'Aude.

Lors de la perception de cette taxe par la commune, les sommes correspondant à la taxe additionnelle régionale seront reversées à l'Établissement Public Foncier Local « Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan » dans le cadre du financement de la Ligne Grande Vitesse Perpignan-Montpellier.

Cette majoration s'appliquera de droit aux tarifs votés par les collectivités bénéficiaires de la taxe de séjour dans le département de l'Aude, et n'a pas à être intégrée aux tarifs adoptés par les assemblées délibérantes.

Pour information, le barème officiel de la taxe de séjour pour 2026 est le suivant^[1] :

TAXE DE SÉJOUR : Barème applicable pour 2026

Taux de croissance IPC 2024 (Source INSEE) : + 1,8 %.

(en euros)

Catégories d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond
Palaces	0,70 €	4,90 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,60 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	1,00 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,20 €	0,80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,20 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	

Pour tous les **hébergements en attente de classement ou sans classement** à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau, **le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1 % et 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.** Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Afin de ne pas pénaliser le tourisme local, il est proposé au conseil municipal de maintenir les tarifs de la taxe de séjour appliqué depuis le 01/01/2024, à savoir :

Catégorie d'hébergement	Taxe de séjour municipale 2023 (en €)	Taxe de séjour municipale 2026 (en €)	Taxe perçue par le Conseil départemental de l'Aude (10 %)	Taxe additionnelle perçue par le Conseil régional d'Occitanie (34 %)	Taxe de séjour totale 2026 payée par le vacancier
Palaces	4,30	4,00	0,40	1,36	5,76
Hôtel de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublé de tourisme 5 étoiles	3,10	2,40	0,24	0,82	3,46
Hôtel de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublé de tourisme 4 étoiles	2,40	1,80	0,18	0,61	2,59
Hôtel de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublé de tourisme 3 étoiles	1,50	1,10	0,11	0,37	1,58

Hôtel de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublé de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90	0,70	0,07	0,24	1,01
Hôtel de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2, 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80	0,60	0,06	0,20	0,86
Terrain de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60	0,50	0,05	0,17	0,72

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20	0,20	0,02	0,07	0,29
---	------	------	------	------	------

Catégorie d'hébergement	Fourchette légale en %	Taux proposé (coût par pers. de la nuitée) *
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	Entre 1 et 5	5 %

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

*dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité soit 4,00 €

Il faut enfin rappeler qu'en application de l'article L.2333-31 du CGCT, la taxe de séjour ne s'applique pas aux :

- Personnes mineures,
- Titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- Personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- Personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- 1/ De prendre acte** de l'existence de la taxe additionnelle régionale d'un montant total de 34 %.
- 2/ De décider** de l'application des montants de la taxe pour 2026 selon le barème présenté ci-dessus, tenant compte de la taxe additionnelle départementale de 10 %.
- 3/ De dire** que la taxe de séjour ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article L. 2333-31 du Code Général des Collectivités Territoriales.

4/ De confirmer la périodicité du recouvrement telle que posée par la délibération 2017-108 du 6 juillet 2017, à savoir un recouvrement semestriel le 30 avril et le 31 octobre.

5/ D'autoriser M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THEME : FINANCES

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'UFL – ANNEXE

Vu les articles L 113-2 à L 113-4 et R 113-1 à D 113-6 du Code du sport ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2021 du 31 décembre 2021 ;

Les associations sportives œuvrant sur le territoire communal exercent des missions d'intérêt général et participent à la vie locale à de nombreux égards. L'Union Footballistique du Lézignanais (UFL) a été fondée en 1946 et s'est illustrée à de nombreuses reprises notamment dans le cadre du championnat de l'Aude.

Afin d'encourager la pratique du sport et les valeurs du collectif chez les jeunes lézignanais, l'équipe municipale souhaite attribuer une subvention d'un montant de 23 000 00 euros à l'UFL.

La loi du 12 avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros. Il est donc nécessaire que la commune passe une convention d'objectifs avec ladite association.

Il est proposé au Conseil Municipal :

1/D'approuver la convention pluriannuelle d'objectifs annexée à la présente entre la commune et l'UFL pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2025

2/D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à ce dossier et à prendre toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre

3/D'inscrire au budget principal la somme correspondante

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 15

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

THÈME : PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : CONVENTION DE COORDINATION ENTRE LA VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT – ANNEXE

Vu la délibération n° 2022-53 du 8 juin 2022 relative à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État ;

Vu la délibération n° 2024-136 du 19 décembre 2024 relative à la convention de mise à disposition des agents de police municipale de Lézignan-Corbières au profit des communes de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Boutenac et Luc-sur-Orbieu ;

Vu la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État signée le 25 août 2022 ;

Vu la convention de mise à disposition des agents de Police Municipale de Lézignan-Corbières au profit des communes de Ferrals-les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Boutenac et Luc-sur-Orbieu signée le 25 janvier 2025 ;

Vu l'avenant à la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État signé le 2 juin 2025 ;

Le diagnostic local de sécurité réalisé le 27 février 2013 par les forces de sécurité de l'État territorialement compétentes et la commune de Lézignan-Corbières, ainsi que les différents travaux des groupes de travail du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Lézignan-Corbières, ont fait apparaître un certain nombre de besoins et de priorités tels que la sécurité routière, la protection des commerces, la prévention de la délinquance des mineurs en général, la lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publique, la prévention et la lutte contre les violences à l'école, la lutte contre l'absentéisme scolaire, la responsabilisation des parents, la lutte contre la toxicomanie, la prévention de la récidive, la lutte contre les violences intrafamiliales et l'accueil des victimes, ainsi que la lutte contre la pollution et nuisances.

Il convient également de rappeler le rôle de la police municipale et des élus, dont en premier lieu le maire, officier de police judiciaire. La mission première de la police municipale, sous l'autorité du maire de Lézignan-Corbières, est la prévention et la préservation de la tranquillité publique. Les agents municipaux qui en exercent les attributions sont au plus près de la population, assurant une présence adaptée dans les différents secteurs de la commune, de patrouilles et de modes de déplacement.

Une police proactive intervient dans le champ de la prévention sociale. Les contacts étroits avec la population permettent d'anticiper d'éventuels troubles à l'ordre public et d'alerter les élus sur des problèmes naissants. Dans le prolongement de ces actions, les policiers municipaux sont autorisés à relever les infractions aux arrêtés municipaux et à les transmettre à l'officier du ministère public. Le maire est compétent pour développer des actions de préventions spécifiques, renvoyant à la protection particulière qui doit être apportée à certains lieux. Il en va notamment ainsi des abords des établissements scolaires, des moyens de transports collectifs, des centres de loisirs. Ces actions permettent de dispenser des messages relatifs à la sécurité routière ou aux principes de vie en collectivité. Certains publics doivent faire l'objet d'une attention toute particulière (élus de la République ou leurs représentants, mineurs sortant des établissements scolaires, personnes âgées ou vulnérables, professionnels de santé, etc.).

Une collaboration étroite entre le maire de Lézignan-Corbières et ses services d'une part, et les forces de sécurité de l'Etat est donc indispensable.

Depuis 2016, une convention de coordination détermine les missions de chacun afin de répondre aux besoins des habitants de la commune de Lézignan-Corbières. La convention actuellement en vigueur arrive à son à terme le 25 août 2025 et doit être renouvelée pour trois ans.

Cette convention est une convention tripartite puisqu'elle associe le préfet du département, le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Narbonne, et la mairie de Lézignan-Corbières. D'autre part, depuis la signature de la convention de mise à disposition des agents de la police

municipale au bénéfice de six communes environnantes, un avenant a été apporté afin d'intégrer les actions de ces agents sur les territoires des communes partenaires. Le contenu de cet avenant a été intégré au projet de la nouvelle convention.

Il est ainsi demandé au conseil municipal :

1/D'approuver la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat pour une nouvelle période de trois ans.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente et à prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 16

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX 2024

Vu l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales relatif à la Commission consultative des services publics locaux,

Vu l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales relatif aux commissions du Conseil municipal,

Vu la délibération n° 2023-104 du 29 août 2023 portant modification de la composition de la Commission consultative des services publics locaux,

La loi prévoit que le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Le rapport des travaux de la Commission pour l'année 2024 est le suivant :

- La Commission s'est réunie le 27 mars 2024 et a procédé à des réflexions sur le choix du mode de gestion du camping municipal. Elle a délivré un avis favorable au principe de la délégation de service public du camping municipal pour une durée de 18 ans, ainsi qu'au lancement de la procédure de mise en concurrence des candidats potentiels
- La Commission s'est réunie le 14 juin 2024 et a procédé à :
 - l'examen du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'Eau potable pour 2023 (Rapport présenté par des représentants de Véolia)
 - l'examen du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'Assainissement pour 2023 (Rapport présenté par des représentants de la SAUR)
- La Commission s'est réunie le 14 octobre 2024 et a procédé à :

-l'examen du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable et de l'assainissement (Rapport présenté par les services techniques de la commune)

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte du présent rapport sur les travaux de la Commission consultative des services publics locaux pour l'année 2024.

DOSSIER N° 17

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : PROMOTION INTERNE D'UN FONCTIONNAIRE EN SITUATION DE HANDICAP

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-569 du 13 mai 2020 d'application de la loi de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code du travail ;

À compter du 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2026, l'article 93 modifié de la loi de transformation de la Fonction Publique 2019-828 crée au bénéfice des fonctionnaires en situation de handicap une voie dérogatoire de promotion « interne » au sein de la collectivité leur permettant ainsi d'accéder à un corps ou un cadre d'emplois de niveau supérieur par la voie du détachement sous réserve d'avoir accompli préalablement une certaine durée de services publics dont la durée est fixée par décret. Cette expérimentation fera l'objet d'un rapport d'évaluation présenté par le Gouvernement au Parlement.

Afin de permettre aux fonctionnaires se trouvant en situation de handicap d'accéder à ce dispositif de promotion interne, le Maire souhaite mettre en place une procédure au sein de la commune.

Pour ce faire, il souhaite recourir aux services de recrutement du Centre De Gestion de l'Aude afin de bénéficier de son expertise et de ses ressources.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver le dispositif de promotion interne des fonctionnaires en situation de handicap

2/D'autoriser M. le Maire à recourir aux services du Centre De Gestion de l'Aude pour organiser la procédure de recrutement

3/D'autoriser M. le Maire à signer la convention correspondante avec le Centre De Gestion de l'Aude et toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 18

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2025

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : URBANISME ET AMÉNAGEMENT

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : AVIS CONSULTATIF SUR LA CRÉATION D'UNE CHAMBRE FUNÉRAIRE À LÉZIGNAN-CORBIÈRES

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R. 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le courrier du Préfet de l'Aude du 12 juin 2025 relatif à la demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières, reçu le 16 juin 2025,

Considérant que le Conseil Municipal donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'Etat dans le département.

Considérant que la préfecture souhaite recevoir cet avis dans un délai de deux mois à compter de la réception du courrier.

Considérant que l'article R. 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales soumet la création ou l'extension d'une chambre funéraire à l'autorisation du Préfet dans le département, lequel doit préalablement consulter le Conseil municipal pour avis.

Considérant qu'une demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières, au 7 rue de l'Alaric, a été présentée à la préfecture de l'Aude par Monsieur Didier CRABOL, gérant de la SARL CRABOL, sise 9 chemin du Poux à Leuc.

Considérant qu'un avis consultatif relatif à la création de cette chambre funéraire a été demandé par le Préfet de l'Aude au Conseil municipal.

Considérant qu'après consultation des personnes publiques, services et commissions intéressés, le service de l'urbanisme de la commune proposera à la signature de M. le Maire un arrêté favorable assorti des éventuelles prescriptions émises par ces services et commissions.

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable sur cette question.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h08

M. FORCADA : Mesdames, Messieurs, bonsoir. Nous allons commencer ce Conseil municipal. La secrétaire de séance, Sylvie DANRÉ, va faire l'appel.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

Mme Sylvie DANRÉ est désignée comme secrétaire de séance.

Mme Sylvie DANRÉ procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Le quorum est atteint, la séance est ouverte. Avant d'évoquer les 17 dossiers, les 17 délibérations, vous avez devant vous un document qui pourrait représenter le 18^{ème} dossier. Si vous en avez pris connaissance, c'est à la demande de la préfecture. Il nous est demandé d'émettre un avis uniquement pour la chambre funéraire créée par l'entreprise CRABOL. Donc, comme il y a des délais apparemment compressés de deux mois, ce qui nous empêcherait de statuer. Je vous propose de le traiter en 18^{ème} dossier, tout simplement. Je vous demande s'il y a des conseillers qui sont contre, s'il y a des abstentions. À l'unanimité, les conseillers présents acceptent de traiter ce dossier. Je vous remercie, on le traitera en 18^{ème} dossier.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 mai 2025

M. FORCADA : Le dossier numéro 1, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 mai. Y a-t-il des remarques? Non. Donc on passe au vote. Qui est contre? Qui s'abstient? Adopté. Je vous remercie.

2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 DU CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : Le dossier numéro 2 qui est la liste des décisions du Maire – il y en a huit.

La première, c'est l'accord-cadre à bons de commande avec montant maximum pour la fourniture de produits d'entretien pour les bâtiments municipaux et la piscine, attribué aux entreprises TORT HYGIÈNE et NICOLAS ENTRETIEN retenues pour le lot numéro 1 et l'entreprise SOMAIR GERVAT retenues pour le lot numéro 2 pour un total maximum global de 165 000 € hors taxes.

La deuxième, c'est pour l'acquisition des parasols éclairés, qu'on a installés sur le Cours de la République, par la société OMBRE ET TERRASSE qui est située à Plaisance-du-Touch pour un montant de 130 000 €.

La troisième concerne trois marchés. Le marché de la gestion technique de la piscine municipale qui est confiée à l'entreprise DALKIA de Montpellier pour un montant de 18 666 € hors taxes pour une durée de cinq mois. Le deuxième marché, c'est le contrôle des cuves de l'aérodrome avec l'entreprise EURO-STATION pour un montant de 9 317 € hors taxes et d'une durée de trois jours. Le troisième marché, c'est la fourniture, la livraison et la pose de mobilier de bureau, entreprise BUROSPACE à Béziers pour 1 336,70 € hors taxes.

Ensuite, la passation d'un marché avec l'entreprise AGYSOFT située à G, dans le 34, afin d'utiliser le Progiciel MARCO, solution de digitalisation du cycle complet des marchés publics pour un montant de 10 152 € hors taxes pour une durée de 24 mois à compter du 14 juin 2025.

Ensuite, c'est la régularisation de la formalisation de la passation du marché pour la démolition de l'immeuble situé au 9 et 11 rue Arago, Sœurs Blacher. Marché notifié le 18 juin 2024 pour un montant de 137 000 €.

Ensuite, prolongation de la mise à disposition de logement social, 6 rue du Château. C'est un renouvellement habituel pour une durée de trois mois, du 1^{er} juin au 31 août, à titre gracieux.

Ensuite, une convention de mise à disposition d'un logement meublé pour l'hébergement des trois maîtres-nageurs employés par la commune du 27 mai au 30 septembre 2025. Le logement est situé 6 et 8 rue Lavoisier.

Et la dernière décision, c'est la convention de mise à disposition de la piscine municipale à titre gratuit au bénéfice des usagers du camping La Pinède de juin à la fin du mois de septembre de chaque année pour une durée de trois ans. Je vous demande d'en prendre acte.

Monsieur DENARD, je vous écoute.

M. DENARD : Merci. Bonjour à tous, Mesdames, Messieurs, chers collègues. Notre groupe souhaite intervenir sur deux délibérations : la numéro 20 qui concerne l'achat de parasols, ainsi que la numéro 23, la démolition de l'immeuble Blacher. Pour l'achat de parasols, entre parenthèses, le mot parasol comporte en première lettre la lettre P comme platane. C'est un aparté. Nous constatons l'achat de parasols pour 130 000 € hors taxes de dépenses supplémentaires qui se rajoutent au projet de réaménagement du cours de la République. Nous constatons aussi que vous reprenez tous les travaux de la rue Guynemer, travaux qui étaient déjà réalisés en 2024. Vous vous étiez engagé dans la presse à ne pas dépasser la somme de 2 600 000 €. Qu'en est-il aujourd'hui du montant total de cette opération ?

Pour le marché de démolition de l'immeuble Blacher, nous vous avons sollicité par courrier en date du 10 avril 2025, ce courrier avait été remis contre signature pour la transmission du rapport d'analyse des offres, des éléments de notation et du classement des entreprises pour ce marché. À ce jour, nous n'avons reçu aucune réponse de votre part, alors que nous sommes quand même conseillers municipaux. Nous avons donc été contraints de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs, la CADA, pour pouvoir obtenir ces documents. Aussi surprenant que cela puisse paraître, vous prenez une décision pour – je cite – « régulariser la formalisation de ce marché public ». Cela veut-il dire que ce marché n'a pas été attribué dans les règles de la commande publique ?

Je vous remercie de m'avoir donné la parole.

M. FORCADA : Pour ce qui est des parasols, il est évident que l'orthographe est bien respectée avec le P de parasol. Cependant, la spécificité de ces parasols se situe au niveau de la place. C'est-à-dire que chaque parasol est identifié et identifiable devant les commerces sur lesquels ils vont être positionnés, et chacun à une hauteur et d'une dimension spécifiques. Ils sont aussi bien sûr alimentés électriquement. Donc ils sont bien parallèles et sont éclairés, ce qui permet d'apporter une réponse aux attentes de la clientèle, d'une part, mais aussi aux propriétaires des magasins qui sont, bien sûr, soumis – comme nous le sommes tous, avec l'été – à un ensoleillement important. Donc, ça fera un ensemble harmonieux et validé bien entendu par l'architecte des Bâtiments de France, puisque tout passe par lui. Cela revient à avoir un petit peu, comme vous l'avez certainement vu, le même type d'équipement qui est à Carcassonne ou à Narbonne. C'est dans le même esprit.

Pour la rue Guynemer, vous savez qu'on a fait la bande de roulement uniquement. Mais il s'est passé un événement inattendu. C'est qu'un petit peu plus loin, au niveau du Rond-Point de Guynemer et de Joffre, il y a eu des remontées d'odeurs. Et donc plusieurs propriétaires ou locataires nous l'ont signalé.

On a fait une inspection et on s'est aperçu qu'en dessous – alors, je vais employer le mot technique qu'ils nous ont donné – les tuyaux étaient « en carton ». Et s'il on voulait que nos concitoyens soient moins gênés par des odeurs nauséabondes, il fallait que l'on fasse et qu'on refasse, évidemment, le sous-sol. Et pour refaire le sous-sol, il faut casser le sol. Et comme le sol était mal fait, vous le saviez et vous l'avez certainement expérimenté en utilisant votre véhicule, c'était un petit peu « ondulé ». C'est-à-dire qu'il n'avait pas été fait correctement. Nous avons fait une réclamation auprès de l'entreprise pour qu'il refasse la surface. Donc ça, ça ne coûtera rien. Ce qui nous coûte, c'est en plus, la mise en conformité des tuyaux de l'ensemble des eaux usées et du reste également. Mais on a aussi quelques surprises puisqu'en dessous, si vous y passez, vous verrez des chambres de téléphonie qui sont en béton armé de 2 m d'épaisseur. Donc ça crée quelques difficultés pour les travaux, mais ils seront terminés normalement le 27. On ne pouvait pas s'exonérer de réaliser les travaux malgré qu'on ait fait, effectivement, la bande de roulement.

Pour votre demande concernant l'immeuble des Sœurs Blacher, vous n'ignorez pas que nous devons proposer une réponse dans les deux mois. Si vous l'avez envoyée le 10 avril – je vous fais confiance pour la date – on devrait vous faire une réponse dans les prochains jours.

Voilà pour l'explication et pour l'information que l'on donne dans cette prise de décision du maire. C'est tout simplement parce que l'information n'avait pas été faite en temps et en heure, comme on le fait habituellement. C'est une régularisation d'information, c'est tout. Il n'y a pas autre chose.

Le Conseil municipal prend acte

URBANISME

3 – Fixation de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure pour l'année 2026

M. FORCADA : Dossier numéro 3, Michel MASUYER.

M. MASUYER : Fixation de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure pour l'année 2026.

Vu l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de Modernisation de l'économie ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2333-6 à L.2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 ;

Vu les articles L. 454-60 à L. 454-62 du Code des impositions sur les biens et les services ;

Vu le Décret n° 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la Taxe locale sur la publicité extérieure ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 30 juin 2010 fixant les modalités de la fixation de la Taxe locale pour la publicité extérieure sur le territoire communal ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2024-063 du 28 mai 2025 portant fixation de la Taxe locale pour la publicité extérieure pour 2025 ;

Vu l'actualisation des tarifs maximaux applicables en 2026 ;

La Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) s'applique sans exception à tous les supports publicitaires fixes exploités et visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, situés sur l'ensemble du territoire de la commune. On distingue trois catégories de supports : les dispositifs publicitaires, les préenseignes et les enseignes. À ce titre l'assemblée délibérante lors de sa séance du 30 juin 2010 a instauré la TLPE sur le territoire communal.

Les tarifs de droit commun sont les tarifs maximaux figurant aux articles L.454-60 à L.454-62 du Code des impositions sur les biens et services. Ces tarifs varient selon la nature du support et la taille de la collectivité.

Par ailleurs, ces tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.454-58 du même code), sauf délibération contraire de la commune.

Le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE pour 2026 s'élèvera ainsi à + 1,8 % (source INSEE). Le tarif maximal de référence pour la détermination des différents tarifs fixés aux articles L.454-60 à L.454-62 du CIBS s'élèvera en 2026 à 18,90 €/m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'augmenter les tarifs maximaux selon ce taux d'indice des prix à la consommation à compter du 1er janvier 2026 et selon les données détaillées ci-dessous :

Enseignes				Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques)		Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)	
Superficie inférieure ou égale à 7 m²	Superficie supérieure à 7 m² et inférieure ou égale à 12 m²	Superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²	Superficie inférieure ou égale à 50 m²	Superficie supérieure à 50 m²
Exonération	18,90 €/m²	37,70 €/m²	75,60 €/m²	18,90 €/m²	37,80 €/m²	56,70 €/m²	113,30 €/m²

Il est demandé au Conseil municipal :

1/De maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7 m².

2/De fixer le tarif de référence à 18,90 euros/m² et les tarifs tels que détaillés ci-dessus.

3/D'indexer automatiquement les tarifs de la TLPE dans une proportion égale aux taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année.

4/D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe.

5/De charger le M. Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

GESTION DU DOMAINE COMMUNAL

4 – Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement LO VI NOUVEL

M. FORCADA : Michel MASUYER pour le dossier suivant.

M. MASUYER : Le dossier suivant concerne l'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement LO VI NOUVEL.

Vu l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2024-112 en date du 22 octobre 2024 relative à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement «LO VI NOUVEL » ;

Vu l'arrêté du maire n° 2024-851 en date 4 novembre 2024 prescrivant l'enquête publique ;

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur ;

Le 22 octobre 2024, le Conseil municipal a approuvé le recours de transfert d'office des voies, espaces libres, bassin de rétention, espaces verts et réseaux du lotissement «LO VI NOUVEL » dans le domaine public communal. La parcelle concernée est actuellement cadastrée section VB numéro 41. Cette intégration avait été demandée par la société MARCOU HABITAT, lotisseur.

La parcelle concernée a vocation à être utilisée par tous les usagers au-delà des riverains et aucune opposition de la part des colotis du lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique. Un coloti a simplement mentionné la nécessité d'entretenir le ruisseau qui sépare le lotissement de la parcelle cadastrée section VB numéro 30 au risque de débordement en cas de fortes pluies.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement «LO VI NOUVEL ».

2/De prononcer le transfert et le classement dans le domaine public des parcelles concernées sans indemnité.

3/D'autoriser Monsieur le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ?

Mme ARNAUD : Bonsoir, je voudrais savoir où c'est LO VI NOUVEL ?

M. MASUYER : Ce lotissement, LO VI NOUVEL, est au bout de la rue Barbès au début du chemin bas, sur la droite.

Mme ARNAUD : Au chemin bas, d'accord. Et après, le lotissement VIDAL, il vient après ?

M. MASUYER : Le lotissement VIDAL est situé près de la Pinède, entre le chemin de Montbrun et le Chemin de la Fumade.

Mme ARNAUD : Merci beaucoup.

M. FORCADA : Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

5 – Intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement VIDAL

M. FORCADA : Le même dossier, Michel.

M. MASUYER : Je continue. Une autre intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « VIDAL ».

Vu l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2024-113 en date du 22 octobre 2024 relative à la procédure d'intégration des voies, réseaux et espaces libres dans le domaine public communal du lotissement « VIDAL » ;

Vu l'arrêté du maire n° 2024-851 en date 4 novembre 2024 prescrivant l'enquête publique ;

Vu le rapport du Commissaire Enquêteur ;

Le 22 octobre 2024, le Conseil municipal a approuvé le recours de transfert d'office des voies, espaces libres, bassin de rétention, espaces verts et réseaux du lotissement « VIDAL » dans le domaine public communal. Les parcelles concernées sont actuellement cadastrées section AR numéros 191 à 194. Cette intégration avait été demandée par Monsieur Jean-Jacques SALLES, lotisseur.

Les parcelles concernées ont vocation à être utilisées par tous les usagers au-delà des riverains et aucune opposition de la part des colotis du lotissement n'a été exprimée durant l'enquête publique.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'émettre un avis favorable à l'intégration dans le domaine public communal des voies, réseaux, bassin de rétention et espaces libres du lotissement « VIDAL ».

2/De prononcer le transfert et le classement dans le domaine public des parcelles concernées sans indemnité.

3/D'autoriser Monsieur le Maire à désigner un notaire pour la réalisation de l'acte authentique et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

6 – Aide à l'économie et soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en Centre-Ville

M. FORCADA : Sylvie DANRÉ pour le dossier suivant.

Mme DANRÉ : Aide à l'économie et soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en Centre-Ville.

Par les délibérations n° 2018-31 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville.

Cette aide prend la forme d'une subvention individuelle attribuée au représentant légal de l'entreprise, d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 €, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 € restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 4 juin 2025 a examiné les dossiers suivants relativement au versement de la seconde partie de la subvention et a émis un avis favorable au versement des 1 500 € restants :

- Tabac-journaux «Les Gambé» implanté cours de la République, géré par Mme Lucie GAMBERONI.
- Restaurant «MVIE» implanté 4, place Allende, géré par Mme Véronique CHANY.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1/D'approuver les propositions de la commission municipale telles que détaillées ci-dessus

2/De verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2025 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422 du Budget principal 2025

3/D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

7 – Recrutement d'un doctorant dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE)

M. FORCADA : Dossier numéro 7, c'est le recrutement de doctorants dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche, c'est-à-dire un contrat CIFRE. Le dispositif CIFRE, « Convention Industrielle de Formation par la Recherche », créé et financé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, a pour objet de favoriser les échanges entre les laboratoires de recherche publics et les milieux socio-économiques et de contribuer à l'emploi des docteurs dans des entreprises et des administrations publiques.

Il a pour objectif de placer des étudiants doctorants diplômés du grade Master dans des conditions d'emploi et de concourir au développement de collaboration et de recherche entre les entreprises ou collectivités territoriales et les établissements d'enseignement et les laboratoires. La Convention est ainsi destinée à des chercheurs en début de carrière qui s'engagent à préparer et soutenir une thèse en vue d'obtenir un doctorat.

Le CIFRE associe trois partenaires : l'étudiant, un doctorant titulaire d'un Master, le laboratoire qui assure un encadrement du doctorant et la commune qui confie à un doctorant un travail de recherche, objet de sa thèse. La collectivité territoriale recrute le doctorant sous la forme d'un contrat à durée déterminée d'une durée de trois ans. Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail. Un contrat de collaboration est établi entre l'employeur et le laboratoire de rattachement du doctorant, spécifiant les conditions du déroulement des recherches et des clauses de propriété des résultats obtenus. Le doctorant doit percevoir un salaire brut minimal annuel de 26 400 € hors cotisations patronales et en compensation, la collectivité reçoit pendant trois ans de l'Association nationale de recherche et de la technologie, l'ANRT, au nom de l'État, une subvention de 14 000 € par an. Dans ce cadre, une convention est signée pour une période de trois ans entre la collectivité territoriale et l'ANRT.

Il est demandé au Conseil municipal de m'autoriser à signer la convention CIFRE avec l'Association nationale de la recherche et de la technologie et à signer le contrat de collaboration de recherche avec le laboratoire associé, chargé de la recherche effectuée par le doctorant, et de m'autoriser à signer le contrat à durée déterminée d'une durée de trois ans, conclu avec le doctorant.

Ce contrat fait suite à la fin d'un premier contrat, qui est échu au mois d'août 2024. Cette année, un nouveau doctorant nous rejoint.

Vous avez des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité

8 – Création de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2025

M. FORCADA : Dossier huit, création de postes dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2025.

Conformément à l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient au Conseil municipal de modifier le tableau des effectifs, afin de permettre la nomination des agents dans le cadre des avancements de grade pour l'année 2025.

L'avancement de grade correspond à un changement de grade à l'intérieur d'un cadre d'emploi. Il permet d'accéder à un niveau de fonction et d'emplois plus élevés. L'autorité territoriale recense grade par grade l'ensemble des agents remplissant les conditions pour avancer au grade supérieur.

Il est proposé au Conseil municipal de créer les postes correspondants à ces avancements et ne figurant pas à ce jour au tableau des effectifs :

- Création d'un poste de Brigadier-Chef-principal à temps complet,
- Création de 2 postes de Rédacteur principal de 2^e classe à temps complet,

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la proposition de création d'un poste de Brigadier-Chef-principal à temps complet et celle de deux postes de Rédacteur principal de 2^e classe à temps complet

2/D'approuver la modification du tableau des emplois annexé à la présente

3/D'inscrire au budget les crédits correspondants à cette modification

4/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

9 – Fixation des taux de promotion 2025 relatifs aux avancements de grade

M. FORCADA : Dossier 9, c'est la fixation des taux de promotion 2025 relatifs aux avancements de grade. Bien sûr, ça fait l'objet d'une discussion au niveau du comité de la collectivité.

CADRE D'EMPLOIS	CATÉGORIES	GRADES D'AVANCEMENT	Taux
FILIÈRE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	Attaché hors classe	0 %

Rédacteur	B	Rédacteur Principal 1 ^{ère} classe	100 %
	B	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	100 %
Adjoint administratif	C	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	33 %
TECHNIQUE			
Technicien	B	Technicien principal 1 ^{ère} classe	100 %
Agents de maîtrise	C	Agent de maîtrise principal	33 %
Adjoint technique	C	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	40 %
	C	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	33 %
SOCIALE			
Agents sociaux	C	Agent social principal 1 ^{ère} classe	50 %
	C	Agent social principal 2 ^{ème} classe	100 %
POLICE MUNICIPALE			
Agent de police municipale	C	Brigadier-Chef principal	33 %

Il est demandé au Conseil Municipal :

1/D'approuver la fixation des taux de promotion applicables à l'effectif des fonctionnaires des cadres d'emplois remplissant les conditions d'avancement de grade.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

FINANCES

10 – Décision modificative N° 1 – budget principal 2025

M. FORCADA : Décision modificative du budget principal 2025.

Vu la délibération n° 2025-051 du 15/04/2025 approuvant le budget principal et les budgets annexes eau potable et assainissement de l'exercice comptable 2025.

La décision modificative n° 1 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à 2 545 651,21 € :

BUDGET PRINCIPAL	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	65 398,00	65 398,00
INVESTISSEMENT	2 480 253,21	2 480 253,21
TOTAL	2 545 651,21	2 545 651,21

Dont écritures réelles	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	814 157,00	65 398,00
INVESTISSEMENT	2 480 253,21	3 229 012,21
TOTAL	3 294 410,21	3 294 410,21

Dont d'ordre écritures	DÉPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	-748 759,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	-748 759,00
TOTAL	-748 759,00	-748 759,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de 2 545 651,21 €.

Le tableau synthétique qui est au verso présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 1.

Afin de répondre aux impératifs budgétaires nécessitant des ouvertures et des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la décision modificative n° 1 du budget principal pour l'exercice 2025 s'établissant globalement à 2 545 651,21 €.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Monsieur FUMET, vous avez la parole.

M. FUMET : Merci, Monsieur le Maire. Je tiens avant tout à dire bonjour à tous ceux que je n'aurais pas salués. L'adage bien connu énonce qu'on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. Mais – et c'est la question du jour, Monsieur le Maire – attrape-t-on les électeurs avec du goudron ? Je vous le demande. Alors oui, nous devons dénoncer à nouveau l'insincérité du rapport d'orientation budgétaire et le budget 2025, puisqu'il ne mentionne pas ce grand programme de tartinage préélectoral. C'est surtout sur le budget que vous avez fait adopter au forceps, à quelques heures de la date fatidique, que nous pouvons constater le caractère grotesque de ces prévisions.

Au budget 2025, vous avez inscrit un recours à l'emprunt de 49 000 € (référence ROB, page 23). On passe aujourd'hui à 3 millions d'euros, j'ai bien dit 3 millions d'euros. Dans mon intervention à l'occasion du débat, j'avais signalé cet emprunt particulièrement minime et j'avais remis en cause votre engagement de ne pas recourir à un emprunt supplémentaire. Aujourd'hui, force est de constater que nous avons vu juste. Et comme la Ville n'en a apparemment pas les moyens, on finance le tout par emprunt. Autrement dit, non seulement on ne rase pas gratis, mais on fait payer le goudronnage préélectoral par le contribuable lézignanais des prochains mandats.

En conclusion, nous faisons face à une gestion erratique, sans prévision et sans anticipation. Une fuite en avant avec un dernier adage, « après moi le déluge ». Merci, Monsieur le Maire. Et nous voterons contre.

M. FORCADA : Merci pour cette intervention, cher Bernard FUMET, à la hauteur de mes espoirs. Concernant les électeurs et le goudron, il y en a qui auraient ajouté des plumes. Ça, je vous l'attribue. Alors, pour le prêt de 3 millions d'euros, vous n'avez pas tout à fait vu les chiffres dans le même sens. Il y a 2 millions, certes, pour le financement, et il y a le million qui est le solde du prêt précédent. Donc déjà, ce ne sont pas tout à fait les mêmes montants. On n'est pas dans la même cour.

Et donc vous allez voter contre, ça, c'est votre droit, ça ne me gêne pas. Je vais passer au vote puisque je développerai un petit peu plus dans un instant le restant du goudronnage.

Je vais passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, c'est adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

11 – Programme spécial voirie 2025

M. FORCADA : Alors, pour rentrer dans les détails du goudronnage. Sur la base d'un diagnostic général de l'état des voiries de la commune, conduit au printemps 2024 avec l'aide du bureau d'études LOGIROAD, spécialiste de l'analyse des réseaux routiers, un classement technique des voies de circulation a été réalisé par les services communaux afin de mieux cerner les besoins de travaux sur le patrimoine routier.

À ce titre, nous avons constaté que nous étions les heureux propriétaires de 80 kilomètres de voie. Ce qui est assez important. Mais sur ces 80 kilomètres de voies, 40 kilomètres sont dans un état correct. Et les 40 kilomètres restants ont été répartis en trois groupes. Le premier tiers en mauvais état, le deuxième tiers en très mauvais état et le troisième tiers en très, très mauvais état. La « cerise sur

le gâteau », c'est que l'addition que nous devrions payer est de 22 millions d'euros. Donc, je vous remercie d'avoir soulevé ce chapitre-là. Et je remercie tous ceux qui n'ont rien fait, ou pas grand-chose en tout cas, pour nous laisser 40 kilomètres dans un état impossible. En tout cas, en un mandat en quelque sorte, pour faire la totalité des voies. Parce qu'il faut, bien sûr, faire les autres par la suite et qui seront naturellement dégradées. Vous voyez un petit peu le travail qu'il y a à faire. Et si personne ne le fait, je ne sais pas comment on pourra qualifier la Ville, mais ce sera vraiment un champ de ruines. Ce travail, qui est indispensable, a permis de définir une feuille de route pour organiser et planifier les interventions en matière de travaux et d'investissements dans ce domaine, en prenant en compte les enjeux cruciaux d'accessibilité, de sécurité routière et d'un développement territorial équilibré et harmonieux.

Dans un contexte économique local marqué par des défis importants pour nos entreprises, et compte tenu de la volonté affichée par la commune de soutenir aussi activement que possible le tissu économique local, les représentants de la Fédération du bâtiment et des travaux publics ont souhaité, à l'occasion de la rencontre qu'ils avaient sollicitée avec les élus, sensibiliser tout particulièrement sur la période de difficultés conjoncturelles qu'ils traversent actuellement.

À l'issue des échanges intervenus, l'importance de l'impact structurant et déterminant de la commande publique communale sur le maintien de l'activité et la sauvegarde de l'emploi local, pilier de notre dynamisme économique, a été clairement mise en avant, confortant ainsi les choix engagés par la Ville depuis plusieurs exercices.

Cet engagement fort, appuyé par une vision stratégique demeurant fidèle aux principes d'une gestion rigoureuse des deniers publics et de soutien à l'économie locale, a permis d'œuvrer pour faire de notre collectivité un véritable moteur de l'activité territoriale. Cet engagement est pleinement en phase avec les débats éclairés menés par Monsieur Éric MENASSI, Président lors de l'assemblée générale de l'Association des Maires de l'Aude (AMA), qui a exhorté les maires audois à intensifier leurs investissements. Le Président MENASSI a souligné, à juste titre, que les collectivités sont et doivent rester le moteur essentiel de l'activité économique locale, un principe que je fais mien et que j'entends concrétiser par une initiative ambitieuse.

Après avoir fait le point avec nos différents partenaires financiers, mais aussi avec les conseils spécialisés qui nous assistent dans le suivi de notre dette et de notre gestion financière, il apparaît possible d'engager un programme supplémentaire d'investissements sur la voirie pour 2025.

À hauteur de 2000000 €, il est destiné à la réhabilitation d'envergure, à l'entretien renforcé et à l'aménagement ponctuel et/ou structurel de nos voiries communales, chemins ruraux, accotements et dépendances. Ce programme s'inscrit dans une démarche d'amélioration de notre patrimoine, mais apparaît aussi comme un acte de soutien fort à l'économie locale, et plus particulièrement au secteur vital du BTP. Il vise à favoriser de manière significative le maintien et la création d'emplois sur le territoire de la commune.

Par cette délibération, la municipalité pourra établir les priorités techniques et géographiques de ce programme d'investissement. Elle assurera le lancement des consultations, la conclusion des marchés publics et des avenants requis pour garantir une mise en œuvre efficace. Par ailleurs, elle entreprendra les démarches nécessaires à l'obtention de subventions et de financements extérieurs afin d'accroître les retombées positives sur la commune.

Les crédits nécessaires à la réalisation de ce programme d'investissement majeur seront inscrits au budget 2025 dans le cadre d'une décision modificative. Consciente de l'importance stratégique de cette initiative, la commune pourra reconduire ce programme sous plusieurs exercices en fonction des moyens financiers mobilisables, confirmant ainsi sa volonté de s'engager sur le long terme pour le développement local et le soutien à l'emploi.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la création d'un programme spécial voirie 2025 tel que détaillée ci-dessus.

2/D'inscrire au budget les sommes relatives à l'organisation de ce projet.

3/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures utiles pour assurer le financement de cette opération, y compris la mise en œuvre d'un emprunt et la sollicitation des éventuelles subventions mobilisables.

4/Et de m'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les marchés, conventions d'honoraires, lettres de commande et avenants éventuels et en assurer l'exécution.

Il convient d'en délibérer.

La parole est à Monsieur DENARD.

M. DENARD : Monsieur le Maire, je vous remercie. Concernant le programme spécial voirie 2025.

Pour nous, réhabiliter la voirie de la ville est bien une nécessité en effet, et nous sommes tout à fait d'accord avec ça, il n'y a pas de souci. Mais vous nous expliquez que les mandats précédents n'ont pas effectué le travail, Monsieur le Maire, ou pas suffisamment.

Vous, Monsieur le Maire, vous avez attendu quand même quatre années pour entamer les études. Comme disait Antoine de SAINT-EXUPÉRY, diriger, c'est prévoir. Or, il est évident que vous n'avez pas anticipé ce programme au moment de vos orientations budgétaires. En effet, cette décision survient deux mois après l'adoption du budget primitif 2025, lequel prévoyait 700 000 € de programme annuel de renforcement des voiries. Vous aviez pourtant connaissance de l'ampleur des travaux dès le printemps 2024 – vous venez de le dire – puisque vous avez saisi un bureau d'études spécialisé et que vous avez fait réaliser un classement technique des voies de circulation par les services communaux. Mais alors, pourquoi cette décision à la fois soudaine et tardive, que vous avez d'ailleurs du mal à motiver, si ce n'est par l'état calamiteux des voiries – mais ça, tout le monde le voyait – et le soutien indispensable au tissu économique local ? Ces arguments, vous pouviez déjà les invoquer lors de l'adoption du budget 2025.

En effet, cette délibération n'est autre qu'une manœuvre électorale en vue de ces prochaines échéances municipales. Et bien que vous vous en défendiez dans les médias d'ailleurs, vous êtes depuis quelque temps déjà, entré en campagne, une campagne des municipales avant l'heure. Les lézignanais qui ne sont pas dupes auront bien compris le manège. D'autant, et je le répète, que vous auriez pu commencer cette politique déjà depuis cinq années.

Pour terminer, et pour la transparence que vous devez aux lézignanais, nous vous demandons des précisions sur la feuille de route que vous avez rédigée, notamment pour chaque chantier répertorié. Pour les chantiers répertoriés, on voudrait connaître le lieu, la durée et leur montant. Je vous remercie.

M. FORCADA : Merci d'appuyer sur ce qui vous fait mal et d'apporter vos propres critiques sur votre incurie. Mais bon, ça ne me gêne pas. Vous êtes un bon avocat qui plaidez pour nous. Merci, Monsieur. À ce que vous me demandez, je ne peux pas vous répondre précisément puisque de toute façon, le programme qui est établi aujourd'hui, je ne peux pas le prévoir pour ceux qui seront dans les starting-blocks en 2026. Et je ne veux pas non plus prévoir quelque chose que je ne pourrai pas faire. Partant de là, étant donné le retard qui est pris, on ne peut pas le rattraper d'un coup de baguette magique. Je vous l'ai déjà dit. Et je pense que là, vous ne pouvez en être que conscients. 22 millions d'euros à l'instant T, je ne sais pas combien ça fera dans les années à venir parce que les prix, je ne les

maîtrise pas. Mais dans tous les cas, c'est un héritage colossal. Et cet héritage colossal, moi je m'en serais bien passé, bien sûr, et c'est au détriment de tous nos concitoyens. Ce sont eux qui payent. Je vais donc passer au vote.

Qui est contre ? Monsieur PÉNAVAIRE, parfait ! Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

12 – Subventions annuelles aux associations 2025

M. FORCADA : Madame BÉNET pour les subventions.

Alors, préalablement, vous avez vu qu'il y avait eu 55 lignes, est-ce qu'il y a dans la salle des personnes qui sont concernées directement, bien sûr, adhérentes, etc., faisant partie du conseil d'administration de certaines associations ? Moi, j'en ai une, toi aussi. Donc, on va les identifier rapidement. Moi, c'est l'Amicale des Anciens du FCL XIII. On va faire par lots. Je vais sortir pour la première.

Mme DANRÉ : Subventions annuelles aux associations 2025.

Dans le souci de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative, il convient de souligner que les associations listées ci-dessous participent activement au développement d'actions d'intérêt local et que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Le Conseil municipal, lors de la séance du 4 avril 2025, a voté le versement d'acompte à certaines associations sur les subventions de fonctionnement 2025. Dans l'attente du vote du budget afin de leur éviter des difficultés de trésorerie.

Il est à noter que le versement de la subvention interviendra uniquement si le dossier est réputé complet.

Il est proposé au Conseil municipal de verser aux associations les subventions annuelles comme suit :

- ACCA Chasse : 1 500 €
- AMI Établissement : 70 000 €
- Amicale de la Police Municipale : 500 €
- Amicale des anciens du FCL XIII : 1 000 €
- Amicale des donneurs de sang : 500 €
- ANMONM : 300 €
- Association des déficients visuels : 200 €
- Association USEP École Frédéric Mistral : 4 000 €
- Association Petits musclés Françoise DOLTO : 1 200 €
- Association Ball-Trap : 500 €
- Association BTP CFA Languedoc Roussillon : 525 €
- Ciném'Aude 2000 (acompte versé délibération 2025-40 du 04/04/2025) : 5 000 €
- Ciném'Aude 2000 : 10 000 €

Il est nécessaire de réaffirmer et de considérer le soutien de la Municipalité à la vie associative.

Les associations concernées devront déposer un dossier de demande de subvention complet et contribuer activement au développement d'actions d'intérêt local. Les crédits requis sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

1/D'approuver le versement aux associations citées ci-dessus.

2/D'inscrire les crédits au budget 2025 à l'imputation comptable 65748.

3/D'autoriser le Conseil à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour celle-là, qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc, adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

- Club de loisirs du Moulin : 800 €
- Club du Palace : 500 €
- Clubs des Jonquilles : 1 000 €
- Comité d'anciens combattants et victimes de guerre : 600 €
- Coopérative scolaire école Marie Curie : 2 500 €
- Coopérative scolaire Daudet : 1 250 €
- Corbières Racing Team : 5 000 €
- Croix-Rouge française et Lézignanaise : 800 €
- Entente Bouliste : 800 €
- Espace Chorégraphique Lézignan : 900 €
- Espace Gibert Association : 41 000 €

On vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

- FCL XIII Jeunes : 10 000 €
- Football Club Lézignanais (acompte versé délibération 2025-39 du 04/04/2025) : 50 000 €
- Football Club Lézignan XIII : 100 000 €
- Initiative Solidaire Insertion : 500 €
- International Inner Wheel Club : 300 €
- Jardinaude Association Club Lézignan : 300 €
- L'Atelier danse et gym : 900 €

- Les Meuniers Supporters FCL XIII : 500 €
- Lézign'en fêtes : 1 200 €
- Lezi Basket : 1 500 €
- Ligue nationale contre le cancer : 700 €
- Lions Club de Lézignan : 500 €
-

Qui est contre ? Qui s'abstient. Donc, adopté.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

- LOCO Association : 300 €
- L'Outil en main France : 500 €
- MJC Lézignan (acompte versé Délibération 2025-39 du 04/04/2025) : 30 000 €
- MJC Lézignan : 95 000 €
- MP2 Environnement : 5 000 €
- Patriote SGTL : 3 500 €
- Pétanque Club Lézignan-Corbières : 1 000 €
- Plaisir de peindre association : 300 €
- Prévention routière comité départemental : 300 €
- Prom'Aude (acompte versé Délibération 2025-39 du 04/04/2025) : 10 000 €
- Prom'Aude : 12 000 €

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

- Secours Catholique : 800 €
- SNEMM : 200 €
- Taekwondo Main Ho Association : 1 000 €
- Tennis Club Lézignan : 6 000 €
- UCIAL : 15 000 €
- Union Footballistique Lézignanais : 23 000 €
- Vélo club randonneurs Lézignan : 750 €
- XIII Gipsy Rugby League : 3 000 €

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuvé à l'unanimité

C'est une totalité d'un montant quand même de 524 425 € de subventions données aux associations lézignanaises.

M. FORCADA : On pourrait ajouter qu'il était nécessaire de réaffirmer et concrétiser le soutien de la Municipalité à la vie associative. Les associations concernées devront déposer un dossier de demande de subvention complet et contribuent et contribuent activement au développement de l'action d'intérêt local. Les crédits requis sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

13 –Tarification de la taxe de séjour pour l'année 2026 – Maintien du tarif appliqué depuis le 1er janvier 2024

M. FORCADA : Dossier numéro 13, c'est la tarification de la taxe de séjour pour 2026 avec le maintien du tarif appliqué depuis le 1^{er} janvier 2024.

La délibération n° 2023-85 du 27 juin 2023 a procédé à l'actualisation de la taxe de séjour pour l'année 2024.

L'article L. 2330-30 du CGCT prévoit qu'à compter de la deuxième année d'application de la taxe de séjour, les tarifs sont revalorisés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, de l'avant dernière année. Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation en France est de + 1,8 % pour 2025 (Source INSEE).

Cependant, afin de ne pas faire peser cette augmentation des prix sur les personnes venant séjourner dans les établissements de la commune, et pour harmoniser les tarifs avec la logique mise en œuvre par la Communauté des communes qui sera à terme bénéficiaire de cette taxe au titre de la compétence tourisme (création future d'un EPIC), il a été décidé par l'équipe municipale de modifier les tarifs de la taxe de séjour, en les révisant à la baisse.

Par ailleurs, la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 instaure une taxe additionnelle régionale de 34 % à la taxe de séjour perçue par les communes du département de l'Aude. Cette taxe de séjour communale étant déjà augmentée depuis le 1er janvier 2019 de 10 % par la taxe additionnelle décidée par le Conseil départemental de l'Aude.

Lors de la perception de cette taxe par la commune, les sommes correspondant à la taxe additionnelle régionale seront reversées à l'Établissement Public Foncier Local « Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan » dans le cadre du financement de la Ligne grande Vitesse Perpignan-Montpellier.

Cette majoration s'appliquera de droit aux tarifs votés par les collectivités bénéficiaires de la taxe de séjour dans le département de l'Aude, et n'a pas à être intégrée aux tarifs adoptés par les assemblées délibérantes.

Pour information, le barème officiel de la taxe de séjour pour 2026 est le suivant :

- Pour les palaces : tarif plancher 0,70 €; tarif plafond 4,90 €.
- Hôtel de tourisme cinq étoiles : tarif plancher 0,70 €; plafond 3,60 €.
- Hôtels quatre étoiles : plancher 0,70 €; plafond 2,60 €.
- Hôtel de tourisme trois étoiles : plancher 0,50 €; 1,70 € pour le plafond.
- Pour les deux étoiles : 0,30 € plancher; 1 € plafond;
- Une étoile : 0,20 € pour le plancher, 0,80 € pour le plafond.
- Terrain de camping et terrain de caravanage classés en trois, quatre et cinq étoiles : 0,20 € plancher et 0,60 € plafond.

- Terrains de camping, terrains de caravanage classés à une et deux étoiles : 0,20 €.

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergement mentionnées dans le tableau, le tarif applicable par personne et par nuitée est compris entre 1 % et 5 % du coût par personne de la nuitée, dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Afin de ne pas pénaliser le tourisme local, il est proposé au Conseil municipal de maintenir les tarifs de la taxe de séjour appliqués depuis le 1er janvier 2024.

Vous avez le tableau qui est inchangé.

Il faut enfin rappeler qu'en application de l'article L.2333-31 du CGCT, la taxe de séjour ne s'applique pas aux :

- Personnes mineures,
- Titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- Personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- Personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le Conseil municipal détermine.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/De prendre acte de l'existence de la taxe additionnelle régionale d'un montant total de 34 %.

2/De décider de l'application des montants de la taxe pour 2026 selon le barème présenté ci-dessus, tenant compte de la taxe additionnelle départementale de 10 %.

3/De dire que la taxe de séjour ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article L. 2333-31 du Code Général des Collectivités Territoriales.

4/De confirmer la périodicité du recouvrement telle que posée par la délibération 2017-108 du 6 juillet 2017, à savoir un recouvrement semestriel le 30 avril et le 31 octobre.

5/D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

14 – Convention d'objectifs avec l'UFL

M. FORCADA : Monsieur Guy VIVÈS.

M. VIVES : Dossier numéro 14, convention d'objectifs avec l'UFL. Vous êtes en possession d'une annexe. Je vous fais grâce du début.

Les associations sportives œuvrant sur le territoire communal exercent des missions d'intérêt général et participent à la vie locale à de nombreux égards. L'Union Footballistique du Lézignanais (UFL) a été fondée en 1946 et s'est illustrée à de nombreuses reprises notamment dans le cadre du championnat de l'Aude.

Afin d'encourager la pratique du sport et les valeurs du collectif chez les jeunes lézignanais, l'équipe municipale souhaite attribuer une subvention d'un montant de 23 000 00 € à l'UFL.

La loi du 12 avril 2000 a rendu obligatoire la signature d'une convention entre les personnes publiques et les associations qui bénéficient d'une subvention de fonctionnement dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €. Il est donc nécessaire que la commune passe une convention d'objectifs avec ladite association.

Il est proposé au Conseil Municipal :

1/D'approuver la convention pluriannuelle d'objectifs annexée à la présente entre la commune et l'UFL pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à ce dossier et à prendre toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

3/D'inscrire au budget principal la somme correspondante.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

15 – Convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État

M. FORCADA : Madame BÉNET.

Mme BÉNET : Convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État.

Le diagnostic local de sécurité réalisé le 27 février 2013 par les forces de sécurité de l'État territorialement compétentes et la commune de Lézignan-Corbières, ainsi que les différents travaux des groupes de travail du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Lézignan-Corbières, ont fait apparaître un certain nombre de besoins et de priorités tels que la sécurité routière, la protection des commerces, la prévention de la délinquance des mineurs en général, la lutte contre les incivilités et les troubles à la tranquillité publique, la prévention et la lutte contre les violences à l'école, la lutte contre l'absentéisme scolaire, la responsabilisation des parents, la lutte contre la toxicomanie, la prévention de la récidive, la lutte contre les violences intrafamiliales et l'accueil des victimes, ainsi que la lutte contre la pollution et les nuisances.

Il convient également de rappeler le rôle de la police municipale et des élus, dont en premier lieu le maire, officier de police judiciaire. La mission première de la police municipale, sous l'autorité du maire de Lézignan-Corbières, est la prévention et la préservation de la tranquillité publique. Les agents municipaux qui en exercent les attributions sont au plus près de la population, assurant une présence adaptée dans les différents secteurs de la commune, de patrouilles et de modes de déplacement.

Une police proactive intervient dans le champ de la prévention sociale. Les contacts étroits avec la population permettent d'anticiper d'éventuels troubles à l'ordre public et d'alerter les élus sur des problèmes naissants. Dans le prolongement de ces actions, les policiers municipaux sont autorisés à relever les infractions aux arrêtés municipaux et à les transmettre à l'officier du ministère public. Le maire est compétent pour développer des actions de préventions spécifiques, renvoyant à la protection particulière qui doit être apportée à certains lieux. Il en va notamment ainsi des abords des établissements scolaires, des moyens de transports collectifs, des centres de loisirs. Ces actions permettent de dispenser des messages relatifs à la sécurité routière ou aux principes de vie en collectivité. Certains publics doivent faire l'objet d'une attention toute particulière (élus de la République ou leurs représentants, mineurs sortant des établissements scolaires, personnes âgées ou vulnérables, professionnels de santé, etc.).

Une collaboration étroite entre le maire de Lézignan-Corbières et ses services d'une part, et les forces de sécurité de l'État est indispensable.

Depuis 2016, une convention de coordination détermine les missions de chacun afin de répondre aux besoins des habitants de la commune de Lézignan-Corbières. La convention actuellement en vigueur arrive à son terme le 25 août 2025 et doit être renouvelée pour trois ans.

Cette convention est une convention tripartite puisqu'elle associe le préfet du département, le procureur de la République, le tribunal judiciaire de Narbonne, et la mairie de Lézignan-Corbières. D'autre part, depuis la signature de la convention de mise à disposition des agents de la police municipale au bénéfice de six communes environnantes, un avenant a été apporté afin d'intégrer les actions de ces agents sur les territoires des communes partenaires. Le contenu de cet avenant a été intégré au projet de la nouvelle convention. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver la convention de coordination entre la ville de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'État pour une nouvelle période de trois ans.

2/D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente et à prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. La parole à Monsieur DENARD.

M. DENARD : Dans votre délibération, vous mentionnez donc des travaux du groupe de travail du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Je m'interroge sur le nombre des réunions qui se sont déroulées pendant votre mandature. Parce que moi, je suis membre du Conseil local de sécurité prévention de la délinquance et je n'ai pas été invité depuis la réunion du 26 novembre 2021. Alors, moi je prends connaissance de tout ce travail au travers de votre délibération. Mais bon, je suis quand même assez étonné.

Je compte en fait avoir participé à deux réunions depuis 2020. Donc je profite de l'occasion pour réitérer notre demande, on l'avait fait déjà dans des conseils municipaux précédents, sur le besoin de connaître les statistiques qui concernent les incivilités et la délinquance sur la ville. Parce que c'est bien beau de mettre en place des conseils, de dire qu'il y a des travaux, mais ensuite il faut pouvoir

nous donner la possibilité de juger de l'état de l'amélioration de la délinquance et des incivilités sur la ville. Merci.

M. FORCADA : Je pense que vous avez déjà eu, peut-être, aussi le bulletin concernant la gendarmerie. Non, vous ne l'avez pas ? On le reçoit assez régulièrement. Aux termes de la loi, c'est moi qui le reçois. Mais vous l'aurez. De toute façon, moi je tiens à ce qu'il y ait une communication, il y aura une communication sur les chiffres de la police et j'espère aussi de la gendarmerie. Mais ça m'interpelle que vous n'ayez pas eu d'invitation depuis 2021. J'ai noté. Bon, à voir, je n'ai pas la réponse à la seconde, mais ça m'interpelle. Je vous dois une réponse.

Donc je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

GESTION DES SERVICES PUBLICS

16 – Rapport sur les travaux de la commission consultative des services publics locaux

M. FORCADA : Une information concernant le rapport sur les travaux de la commission consultative des services publics locaux.

La loi prévoit que le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Le rapport des travaux de la Commission pour l'année 2024 est le suivant :

- La Commission s'est réunie le 27 mars 2024 et a procédé à des réflexions sur le choix du mode de gestion du camping municipal. Elle a délivré un avis favorable au principe de la délégation de service public du camping municipal pour une durée de 18 ans, ainsi qu'au lancement de la procédure de mise en concurrence des candidats potentiels.
- La Commission s'est réunie également le 14 juin 2024 et a procédé à :
 - l'examen du rapport annuel du délégataire du Service public de l'eau potable pour 2023 (rapport présenté par des représentants de Véolia).
 - l'examen du rapport annuel du délégataire du Service public de l'assainissement pour 2023 (Rapport présenté par des représentants de la SAUR)
- La Commission s'est réunie le 14 octobre 2024 et a procédé à :
 - l'examen du rapport sur le prix et la qualité du Service public de l'eau potable et de l'assainissement (rapport présenté par les services techniques de la commune)

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte du présent rapport sur les travaux de la Commission consultative des services publics locaux pour l'année 2024.

Le Conseil municipal prend acte sans question ni observation.

SANTÉ, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

17 – Promotion interne d'un fonctionnaire en situation de handicap

M. FORCADA : Christine BÉNET.

Mme BÉNET : Promotion interne d'un fonctionnaire en situation de handicap.

À compter du 1^{er} janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2026, l'article 93 modifié de la loi de transformation de la fonction publique 2019828, créé au bénéfice des fonctionnaires en situation de handicap, une voie dérogatoire de promotion interne au sein de la collectivité, leur permettant ainsi d'accéder à un corps ou un cadre d'emploi de niveau supérieur par la voie du détachement, sous réserve d'avoir accompli préalablement une certaine durée de service public dont la durée est fixée par décret. Cette expérimentation fera l'objet d'un rapport d'évaluation présenté par le Gouvernement au Parlement.

Afin de permettre aux fonctionnaires se trouvant en situation de handicap, d'accéder à ce dispositif de promotion interne, le maire souhaite mettre en place une procédure au sein de la commune. Pour ce faire, il souhaite recourir au service de recrutement du Centre de gestion de l'Aube afin de bénéficier de son expertise et de ses ressources.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/D'approuver le dispositif de promotion interne des fonctionnaires en situation de handicap,

2/D'autoriser Monsieur le Maire à recourir aux services du Centre de gestion de l'Aube pour organiser la procédure de recrutement

3/D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention correspondante avec le Centre de gestion de l'Aube et toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci des remarques. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

18 – Avis consultatif sur la création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières

M. FORCADA : Et le dossier 18 par Michel MASUYER.

M. MASUYER : Avis consultatif sur la création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières.

Vu l'article L. 2121- 29 du CGCT,

Vu l'article R.2223-74 du CGCT,

Vu le courrier du préfet de l'Aude du 12 juin 2025 relatif à la demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières, courrier reçu le 16 juin 2025.

Considérant que le Conseil municipal donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Considérant que la préfecture souhaite recevoir cet avis dans un délai de deux mois à compter de la réception du courrier.

Considérant que l'article R.2223-74 du CGCT soumet la création ou l'extension d'une chambre funéraire à autorisation du préfet dans le département, lequel doit préalablement consulter le Conseil municipal pour avis.

Considérant qu'une demande de création d'une chambre funéraire à Léznigan-Corbières au 7 rue Alaric a été présentée à la préfecture de l'Aude par Monsieur Didier CRABOL, gérant de la SARL CRAVOL sise 9 chemin du Poux à Leuc.

Considérant qu'un avis consultatif relatif à la création de cette chambre funéraire a été demandé par le préfet de l'Aude au Conseil municipal.

Considérant qu'après consultation des personnes publiques, services et commissions intéressés, le service de l'urbanisme de la commune proposera à la signature de Monsieur le Maire, un arrêté favorable assorti des éventuelles prescriptions émises par ses services et ses commissions.

Il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur cette question.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc l'avis est favorable ? Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Donne un avis favorable à l'unanimité**

M. FORCADA : On pourra le transmettre correctement à Monsieur le Préfet.

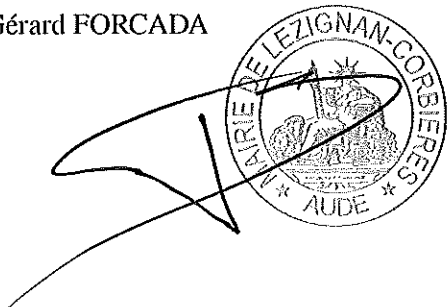
Et la séance est levée. Merci à tous, bonne soirée. Et bonnes vacances pour ceux qui les prennent.

Monsieur le Maire lève la séance à 19h29 minutes.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance
Alain-Marc GARCIA

